

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 15 JANVIER 1983

N° 192

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

NOUVELLE CALÉDONIE.

MOUVEMENT D'EXASPÉRATION
D'UNE PARTIE DE LA POPULA-
TION FACE AU MÉPRIS DU CO-
LONIALISME FRANÇAIS.

Lundi 11 janvier dans la région de la FOA, deux gendarmes blancs ont trouvé la mort dans une embuscade tenue par les Canaques en Nouvelle-Calédonie. Il y eut aussi six autres personnes blessées dont quatre autres gendarmes et deux civils.

A l'origine de cette histoire, la pollution des rivières de la région par une société qui exploite le bois. Une commission d'experts avait confirmé ces faits. Des chefs de tribus et les autorités locales ont même engagé des négociations qui ont échoué. C'est alors que le haut commissaire sur place, Jacques ROYNETTE, a pris son bâton de colonisateur musclé et a décidé que des gendarmes allaient protéger la société d'exploitation forestière sur le terrain. Face à une telle provocation coloniale on comprend la violence de la réaction des canaques. En effet ces derniers qui vivent des eaux des rivières se sont sentis menacés dans leur vie même ; et après recherche d'une solution pacifique qui n'a pas abouti, dans leur désespoir certains ont été acculés à utiliser les moyens forts comme les armes.

Mardi 12 janvier, le lendemain donc de l'embuscade le colonialisme français en Nouvelle-Calédonie a sorti les grands moyens. Et c'est une véritable bataille forte de 150 gendarmes mobiles qui a fouillé la région.

Bien qu'à l'heure où nous écrivons nous ne savons pas les détails de tout ce qui s'est passé, toute fois les gendarmes dans leur ratissage auraient arrêté 15 mélanésiens et parmi ceux-ci il y en a qui auraient déclaré avoir participé à l'opération de commandos de la veille.

Ainsi malgré les déclarations officielles appelant à l'apaisement, la situation ne doit pas être calme après ce qui s'est passé lundi.

D'ailleurs, la situation n'a jamais été très calme ces derniers temps. On s'en souvient, le 6 janvier dernier, les locaux d'une brigade de gendarmerie à Touho, sur la côte est, ont été attaqués et saccagés par des jeunes en colère faisant un blessé parmi les gendarmes. Il faut dire aussi que le convoi d'engins de terrassement appartenant à la société d'exploitation forestière qu'escortaient les gendarmes avait été bloqué pendant plusieurs jours par les mélanésiens justement pour protester contre la pollution des rivières par cette fameuse société.

En fait, quant on sait la situation dans laquelle vivent ces peuples, ces problèmes s'expliquent ; 20 % de la population est en chômage permanent, les salaires sont 10 % inférieurs à ceux de la France. Face à un tel état de choses, de tels mouvements, d'exaspération voient forcément le jour.

Les colons français avaient voulu faire des canaques une catégorie de sous-citoyens relégués dans des «réserves», humiliés et bafoués dans leur dignité.

Aujourd'hui ces opprimés, les canaques, se rebiffent et rendent des coups. Quoi de plus normal ! Mais le colonialisme français à toujours été lent à comprendre.

Suite page 2

LE PROCUREUR ALBAREDE EN BUTTE A LA COLERE DES AVOCATS MARTINIQUAIS

ILS RECLAMENT SON DEPART



1980 : Albarède finissait dans le prétoire du tribunal le travail commencé dans la rue.

L'année 1983 s'est ouverte avec un conflit peu ordinaire celui qui oppose les avocats du barreau de Fort-de-France au procureur Albarède. La raison de la colère des avocats le fait que dans son discours bilan de 1982, celui-ci n'ait pas mentionné, alors que c'est l'usage, que les avocats continuent à rendre une bonne justice ! Aussitôt il y eut une réunion des avocats puis la décision prise par ces derniers qui affirment qu'ils se battront pour obtenir le rappel d'Albarède.

Mais cela fait longtemps que le feu couve entre les avocats et le Procureur. Au

mois de novembre déjà, ils avaient fait une grève pour protester contre les conditions d'ouverture du greffe. Albarède avait été accusé de réduire les horaires à leur plus simple expression pour pouvoir s'aménager un emploi du temps intéressant. Et les avocats relevaient qu'une telle décision ne pouvait être prise que par le Ministre en personne !

Mais si c'est avec les avocats que les rapports s'enveniment actuellement, cela fait longtemps qu'Albarède est connu par les militants anticolonialistes comme un partisan fervent de la répression.

Nommé en fin 1980 à Fort-de-France, Albarède s'était fait connaître par son zèle à requérir contre tout ce qui se réclamait de l'anticolonialisme. Dans le dernier trimestre 1980 et au début de 1981, Albarède était monté au créneau, contre les occupants de FR3, notre camarade Beaujour et les militants du GRS, Pago et Ravoteur.

Puis tour à tour, Roland Laouchez pour «Le Naïf», Marie-Jeanne pour le MIM, Gêril, Dupros, pour la CSTM, étaient aussi condamnés par le Tribunal de Fort-de-France.

Mais ses coups les plus fameux furent les suivants : l'arrestation de 9 militants anticolonialistes dont nos camarades Maugée et Joachim-Arnaud pour l'affaire de l'incendie du Palais de justice dans la nuit du 1er Janvier 1981. Puis il dégenta les poursuites contre nos camarades Maugée et Beaujour qui furent emprisonnés plus de 2 mois entre mars et mai 1981.

En pourchassant «légalement» les militants révolutionnaires, Albarède appliquait en fonctionnaire zélé les ordres du ministre de la justice coloniale d'alors, Alain Peyrefitte. Puis, avec la gauche au pouvoir, il choisit de se faire plus discret. Il était devenu à la fin un laudateur du régime socialiste.

Dans tous ses actes, Albarède agit comme un commis d'un pouvoir situé à 7000 kilomètres de la population, un pouvoir qui ne veut qu'une chose : se faire obéir de la population colonisée, tantôt en intimidant tantôt en accordant un tant soit peu de liberté, mais toujours avec une bonne dose de mépris colonialiste, le mépris de l'opresseur pour l'opprimé.

Aujourd'hui la morgue et le sans-gêne d'Albarède ont fait que l'ensemble des avocats ont à se plaindre de lui : juste retour des choses pour un petit auxiliaire du pouvoir méprisant et hargneux !

AFFAIRE PRADEL

UN HOMME EN COLERE

Lundi après midi, M. Pradel qui exploite un petit restaurant dans la rue Victor Hugo a décidé de barrer la rue. Il y mit un lit, des fauteuils, et une pancarte : «action de protestation», «affaire Pradel».

C'est que ce dernier est depuis quelque temps désespéré car le fisc lui réclame des impôts qu'il ne peut payer, alors même que l'administration lui doit 15 millions pour un préjudice subi par la mort de sa femme en couches il y a neuf ans.

En 1973, Mme Pradel avait en effet du subir une césarienne et avait eu une hémorragie subite. Au cours de l'intervention médicale qui s'en suivit une erreur grave causa la mort de Mme Pradel ; car on lui avait administré du sang d'un groupe sanguin différent du sien.

M Pradel porta plainte et eut gain de

cause. Mais jusqu'à ce jour il n'a jamais pu toucher un centime de la somme que lui doit l'administration.

Pressé par le fisc de payer des impôts, par le propriétaire de sa maison de la lui rendre, sans grandes ressources, Pradel décida alors de porter tous les faits au grand jour par une action d'éclat

Dès lundi après-midi donc, une foule entourait sa maison face à la rue barrée. Une grande effervescence régnait dans tout le quartier. La population observait et soutenait tacitement M. Pradel. Plusieurs policiers arrivèrent sur les lieux et tentèrent de persuader M. Pradel de retirer ses meubles de la rue.

Le lendemain, M. Pradel remit ses meubles et un sommier au milieu de la rue. Cette fois il prit un fusil et menaça tous ceux

qui tenteraient de retirer ses meubles de leur tirer dessus. Mais finalement, la foule qui l'entourait et le soutenait depuis la veille le persuada d'arrêter sa manifestation car il s'était déjà fait largement entendre. En effet, toutes les radios ont relaté l'événement. Mardi après-midi donc, M. Pradel fut interrogé par les policiers sur son affaire. Mais on ne sait pas s'il a eu gain de cause.

Si Pradel en est arrivé à un tel état d'exaspération, c'est bien l'administration qui en est la cause. Et s'il faut pour se faire comprendre attirer l'attention sur soi par des actions d'éclat, c'est que cette administration est désinvolte. M. Pradel a raison de protester, de se battre contre l'injustice qui le frappe.

MEETING DU PPM : Césaire lance sa campagne électorale : soutien sans condition au gouvernement !

Les élections régionales ont pris une nouvelle vitesse cette semaine avec coup sur coup les annonces suivantes : la mise sur pied d'une liste unique de la droite conduite par Michel Renard, l'annonce que la Fédération Socialiste aurait comme tête de liste Casimir Branglidor, et enfin la réunion publique du PPM au cours de laquelle Aimé Césaire s'est présenté comme la tête de liste du PPM à ces élections régionales.

Cette réunion qui s'est tenue au Théâtre Municipal a été l'occasion pour le PPM de se présenter comme le «sauveur» de la Martinique, sauveur dont l'essentiel de l'action consiste par les temps qui courent à soutenir sans faille l'action gouvernementale.

Et ce qui est frappant dans son soutien, c'est le fait que toutes les mesures proposées par le gouvernement semblent bonnes au PPM. Ainsi, le gouvernement avait proposé l'Assemblée Unique. Le PPM cria «vive l'Assemblée Unique». Le projet capota devant le conseil constitutionnel et le gouvernement refit un projet qui a la particularité de contenir tous les inconvénients que le PPM avait dénoncés depuis près d'un an ! Le PPM ne dit mot et choisit de soutenir sans la moindre critique, même verbale le nouveau projet qui institue la double assemblée.

Des jeunes agriculteurs occupent les terres des békés. Le PPM vole au secours de la Préfecture par la plume des deux nouveaux sycophantes qu'ils se sont découverts avec Delépine et Louise-Alexandrine.

Autre cas, le gouvernement choisit de ne pas appliquer l'allocation aux handicapés qu'elle accorde en France. La droite proteste car c'est de bonne guerre. Césaire reproche aux hommes de droite d'être devenus des «mendiants agressifs», sans dire un mot contre cette mesure inégale que lui Césaire aurait dénoncée comme telle si c'était la droite qui était au pouvoir !

Et donc de manière très claire, c'est en tant que soutien au gouvernement actuel que le PPM va aux élections. A un point tel que, pour tous, le PPM marche sur les plates-



bandes de la Fédération Socialiste !

Et ce ne sont pas les nouveaux venus, anciens militants du GRS, qui tranchent avec cette politique. Au contraire, ils en rajoutent, comme pour se faire pardonner leurs années d'«extrémisme».

Car l'un des clous de la soirée du PPM aura été la prestation de Delépine. Celui-ci n'a pas manqué d'attaquer «les jojos de l'extrême-gauche», coupables de critiquer le PPM et le Gouvernement colonialiste.

Delépine crache allégrement sur ses anciens camarades de pensée. Il a oublié les années qu'il a passées en tant que militant du GRS ; Il a oublié qu'il y a encore un an, il tenait avec quelques-uns de ces «jojos» un séminaire d'études sur la Pologne.

Maintenant Delépine s'est découvert des ennemis sur sa gauche, tout en lançant de vibrants appels aux chrétiens et aux nationalistes. Comme on dit, «Paris vaut bien une messe», et Delépine, pour pouvoir participer à la chasse aux sinécures et aux bonnes places qui s'est ouverte réserve ses coups aux révolutionnaires.

Ce que représentera le PPM aux élec-

tions ce ne sera certainement pas l'opposition à l'administration coloniale. Au mieux prêchera-t-il pour que cette administration lui offre plus de «postes», pour l'antillanisation des «cadres» Mais rien de plus. Et c'est normal. C'est dans l'ordre des choses. Ni Césaire ni Darsières ne représentent les intérêts des pauvres.

Bons «avocats» du peuple antillais face à une droite arrogante, et colonialiste de façon ouverte, quand elle était au pouvoir, ils n'ont plus rien à défendre aujourd'hui. Leur idéal politique est réalisé. Césaire parle de l'unité entre «La rose et le balisier» (symbole du PPM).

Le gouvernement en place en France correspond à ses vœux. Le PPM qui est dirigé en majorité par une élite noire n'aspire qu'à plus de place pour cette élite. Elle est tout à fait prête à faire rentrer dans le rang les travailleurs qui voudraient eux revendiquer pour leur propre compte. N'a-t-on pas vu Darsières insulter les employés de l'hôpital de Fort-de-France leur disant que leurs problèmes d'effectifs venaient de ce qu'ils

prenaient trop de congés-maladie !

La municipalité de Fort-de-France, le maire Alier n'ont-ils pas tenté de licencier deux employés qui avaient eu l'audace de se battre contre une décision réglementant l'utilisation du parking de la Mairie au seul bénéfice des hauts cadres de la dite Mairie.

La droite disait de faire confiance au gouvernement Giscard... tout devait venir de 7.000 km. La gauche, PPM en tête, dit «Faites confiance à Mitterrand et au gouvernement de gauche».

Mais ce gouvernement de gauche se gêne encore moins que la droite pour prendre des mesures qui sont défavorables aux travailleurs.

La soi-disant politique d'austérité n'est austère que pour les travailleurs. Les riches sont à peine égratignés par l'impôt, tandis qu'ils reçoivent dans les entreprises toutes sortes de subventions venant du gouvernement. Sans qu'ils soient soumis à aucune obligation d'utiliser cet argent pour investir dans la production, et sans qu'ils soient soumis à aucun contrôle pour vérifier l'utilisation des subventions.

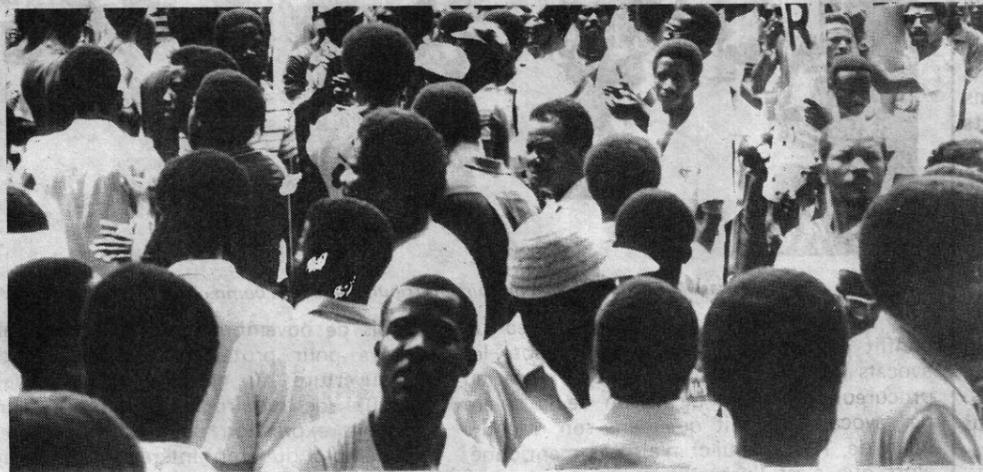
Au nom de l'efficacité face à la crise le gouvernement dit aux travailleurs «faites des efforts, revendiquez moins, on sortira ainsi de la crise». Mais qu'est-ce qui prouve la véracité d'un tel raisonnement quand on voit ce que font les riches avec l'argent dont ils disposent.

Tout cela les politiciens de gauche le savent. Mais ils n'ont pas d'autre politique : à proposer que croire en ce gouvernement et le soutenir.

Alors les travailleurs ont eux intérêt à avoir leur propre politique. Ils ne peuvent en aucune manière faire confiance au gouvernement de gauche pas plus qu'ils ne pouvaient en avoir dans l'ancien gouvernement de droite et en ceux qui aujourd'hui voudraient qu'on y revienne.

Il faut se préparer à s'opposer résolument aux mesures de restriction ou aux mesures dirigées contre les travailleurs.

Débat télévisé en Guadeloupe



Ceux qui étaient absents du débat.

La semaine dernière, différentes organisations politiques participèrent à un débat télévisé. Ce débat faisait suite à une rétrospective des événements politiques et sociaux qui ont marqué l'année 1982 en Guadeloupe.

Les organisations présentes étaient les suivantes : Parti Communiste (PCG) représenté par Céleste, le parti socialiste représenté par Nabajoth, le RPG représenté par Davrin, le RPR représenté par Léveillé et l'UPLG représentée par Édinal. Les défenseurs de l'ancienne majorité : Davrin et Léveillé n'ont cessé tout au long du débat de pleurer sur les problèmes actuels en les mettant au compte du gouvernement de gauche, et Davrin de vanter les mérites de Michaux Chevy qui pour lui est le seul élu compétent et combatif. On se demande si Davrain était réellement convaincu des bonnes intentions de la présidente du conseil général qui effectivement brasse beaucoup d'air quand on considère l'insistance mielleuse avec laquelle il couvrait celle-ci de fleurs.

Bien entendu, ni Davrain, ni Léveillé n'ont rappelé que sous l'ancienne majorité la situation était pareille !

Les représentants de la gauche ont présenté le gouvernement de gauche comme un gouvernement du dialogue prêt à accorder

des postes de responsabilité aux élus guadeloupéens. En réalité, la préoccupation essentielle de leurs partis étant l'accès à la manœuvre, ils étaient prêts à se contenter des places que leur offrait la gauche ! leur soumission à la nouvelle majorité de gauche en France n'a jamais été trahie dans leur langage même s'il est arrivé à Céleste du PCG de dire qu'il était fidèle au programme de son parti pour se démarquer un peu de représentant du PS.

Mais à droite comme à gauche les

représentants de l'une pleuraient l'ancienne majorité et les représentants de l'autre mettaient beaucoup de pommade sur la nouvelle majorité.

Celui qui n'avait pas sa «majorité» à lui était le représentant du mouvement indépendantiste. Édinal qui dénonçait le gouvernement actuel. Pour lui celui-ci continue de perpétuer la politique coloniale. Il rappela la répression qui s'abattit sur Alexander (oubliant au passage Tom et Safrano !) et fit une analyse de la situation

actuelle qui se dégrade de jour en jour.

Cette petite brèche colora un peu le débat. La mouche fut piquée lorsqu'Édinal affirma qu'il parlait au nom du «peuple». Et alors ? Céleste lui, puis Nabajoth n'ont pas eux aussi dit-ils les regards du «peuple» tournés vers eux ? Et voilà les attaques violentes. Il n'était plus possible à ce moment là de savoir qui avait la parole. L'un reprochait à l'autre de ne pas le laisser parler et chacun de se plaindre que le speaker accordait plus de temps de parole aux autres !

Mais le peuple lui justement était absent. Les Noirs pauvres, les travailleurs qui subissent quotidiennement la hargne et le racisme des patrons les jeunes Noirs livrés au chômage. Tout ceux dans ce débat qui ont eu droit à la parole n'ont jamais posé le problème du pouvoir blanc et du racisme officiel. Le peuple dont ils avaient plein la bouche subit ce pouvoir dans sa chair, un pouvoir qui l'opprime et le réprime quand il se bat.

Ceux qui ont dénoncé cela très timidement dans ce débat ont des vellétés de pouvoir. Ils représentent l'aspiration au pouvoir de la petite bourgeoisie noire guadeloupéenne.

LE COLLEGE DE SAINTE-ROSE EN GREVE

Depuis lundi, les élèves et les professeurs du collège de Sainte-Rose sont en grève. Ils ont manifesté, dans les rues de la commune. Différentes délégations ont été reçues par la DDE, la municipalité de Sainte-Rose, le Vice-Recteur, et la Chancellerie de l'académie.

Les problèmes qui se posent dans ce collège sont divers : insécurité, insuffisance de locaux et de matériel. Il n'existe pas de médecin scolaire ni de concierge. L'établissement est inachevé dans sa construction. Depuis qu'il a été livré, le portail n'a pas été

fait et de nombreux locaux manquent. Lorsqu'il pleut la cour est une mare de boue.

La Section d'Éducation Spécialisée (SES) ne possède aucun atelier sauf sur le papier. Les élèves de cette section qui ont des difficultés intellectuelles sont privés de formation professionnelle alors que cette formation est importante pour eux.

De plus comme ils n'ont subi aucune visite médicale faite de médecin scolaire, l'inspection du travail ne peut leur accorder l'autorisation de manipuler des machines !

Pour protester contre tous ces problèmes les élèves et les professeurs auxquels se sont joints les parents d'élèves ont eu raison de réagir. A l'heure où nous écrivons de véritables solutions n'ont pas été trouvées. Les négociations n'ont pas donné grand chose ;

Le Vice-Recteur a déclaré qu'il n'y avait pas d'argent pour terminer le collège. Cela signifie-t-il que le collège restera ce qu'il est ? En tout cas les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement.

SUITE DE

L'EDITORIAL

Il faudra encore bien des affaires comme celle là pour qu'il se décide à trouver une solution qui tienne compte des intérêts du peuple canaque.

PART AVEC LA CAISSE : VOLÉ VOLÉ VOLÉ !

CULTURE

DU RIZ

UNE EXPERIENCE

QUI SUSCITE

L'INTERET

DE NOMBREUSES

PERSONNES

France-Antilles, si friand d'habitude de la publication de petits larcins et de faits divers, montre décidément peu d'enthousiasme à livrer au grand public sa propre « affaire », dont l'énigme a été pourtant dévoilée par les agents du fisc.

Pour une fois qu'il ne s'agit pas d'un Thimalon, d'un Périan et encore moins d'un quelconque « cerveau » du vol à la tire ce journal décide de nous priver des lumières des ses fins limiers de l'information. Car voilà bientôt un mois que le sieur Gorse Jean-claude s'est fait la valise avec un pactole de quelques 280 millions de centimes !

Il faut croire que jusqu'à ce jour l'escroc en question bénéficiait de l'entière estime de ses patrons avant qu'il ait fait son mauvais coup et que soit découvert le pot aux roses.

En effet, voilà 15 ans déjà que Jean-Claude Gorse débarqua simplement au journal, avec pour tout bien sa Vespa. Mais il connut très vite le succès puisqu'il eut tôt fait de se vautrer dans le luxe. Pour ses bons et loyaux services, la maison eut tôt fait de lui offrir une voiture, ainsi qu'un logement de fonction, et avec tout ça, le coquet salaire d'un million et demi de centimes qui l'aidait

chaque mois à couler des jours heureux dans ce pays de rêves.

Rêves de richesse et de bien-être que devait sans cesse entretenir Gorse, puisqu'il disait à qui voulait l'entendre qu'il possédait biens et argent en Haïti. Ces rêves étaient-ils réalité ?

En tout cas, à sa manière brutale de partir sans laisser d'adresse, on peut légitimement penser que le comptable « indélicat » avait de solides bases arrières.

La rumeur publique laissait entendre que Gorse était homme de jeu. Pas du traditionnel serbi de nos fêtes communales, ou la mise tourne autour des 10 francs. Mais homme d'enjeux plus conséquents, dans le style des casinos des hôtels pour touristes où la roulette et le « chemin de fer » réunissent autour des tables tout ce que ce pays compte de joueurs de sommes jamais gagnées par le travail.

Toujours selon la rumeur, il serait même interdit de séjour en France, son pays d'origine. Et la direction de France-Antilles qui lui a fait confiance savait bien avec qui elle traitait.

L'argent ainsi escroqué a-t-il servi à

rembourser des dettes de jeu ? Tout comme bien d'autres aspects de l'affaire, cette question risque de rester encore longtemps dans l'ombre.

Cependant, nous ne dirons pas comme les journalistes de RCI que France-Antilles a subi un coup dur. Car pour le milliardaire qu'est Hersant, ce n'est là qu'une égratignure, lui qui vient d'offrir à sa femme un yacht de plus d'un milliard de centimes.

Si l'enquête se poursuit, on en verra peut-être d'autres. Mais elle a de bonnes chances de s'arrêter, car le pouvoir en règle générale ne mécontente guère les capitalistes et se garde d'aller enquêter de trop près dans leurs affaires. Et le simple fait qu'il ait fallu un mois pour que l'affaire du comptable apparaisse en est un signe.

L'état préfère de loin s'attaquer aux pauvres, et même aux petits fonctionnaires et aux commerçants de quartier plutôt de s'en prendre aux riches, même quand ils ont commis des escroqueries. La suite de l'affaire dira si dans le cas présent on suivra la règle habituelle qui consiste à ne pas toucher de trop près aux affaires des capitalistes.

Max Rodon.

Martinique : GREVE GENERALE DE 24 H. DANS LE BATIMENT

Le mardi 11 Janvier, les travailleurs du Bâtiment se sont mis en grève afin de protester contre l'attitude de l'entreprise PILOTAZ, entreprise dont nous avions dénoncé les pratiques il y a quelques temps de cela.

Cette entreprise vient de rafler un certain nombre de travaux en Martinique, à la place des entreprises anciennement établies comme Quillery ou SATOM. Concurrence normale entre capitalistes certes.

Mais là où l'affaire devient grave, c'est que PILOTAZ vient de France avec son personnel composé d'ouvriers espagnols ou portugais et n'embauche pas un seul ouvrier martiniquais. Et cette pratique est considérée

comme choquante pour les ouvriers du Bâtiment de Martinique, lourdement frappés par le chômage et les licenciements (comme pour donner un exemple l'entreprise Lorraine des Travaux Publics licencie 18 personnes ce mois-ci).

Aussi la protestation des travailleurs martiniquais est légitime, car ils sont victimes des pratiques capitalistes de plus en plus fréquentes depuis quelques années : les entreprises qui viennent de France arrivent bien souvent avec leur personnel et n'embauchent presque plus ici.

Le mardi, c'est près de 300 ouvriers qui se sont rendus en délégation sur le chantier PILOTAZ au Diamant, où le travail

était arrêté, les ouvriers étant absents.

Les travailleurs martiniquais ont montré leur opposition aux pratiques de PILOTAZ. Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que ces pratiques vont continuer, la Martinique faisant partie du Marché Commun, et maintenant toutes les soumissions pour les travaux peuvent être faites par n'importe quelle entreprise européenne, chose qui risque de se produire de plus en plus, vu la profondeur de la crise : tous les marchés sont bons à prendre même s'ils sont très éloignés.

Il reste que la tension est très vive, dans le Bâtiment.

MARTINIQUE Sundwind Energies : LES PATRONS VEULENT LICENCIER TROIS OUVRIERS

Le 31 décembre 1982 3 ouvriers de Sunwind-Energies ont reçu leur préavis de licenciement des mains de Simonin et Schmoker, les deux patrons suisses de la société.

Ces mesures scéléérates sont justifiées par les patrons comme ayant des « raisons économiques » : « l'entreprise ne peut plus supporter les charges qui lui incombent, compte tenu surtout de la masse salariale qui a considérablement augmenté avec les salaires qui ont changé ».

Par ailleurs, en réunion avec les délégués du personnel, pour mieux faire passer la pilule, ils diront que les trois ouvriers en question ne sont pas rentables pour l'entreprise, entendant par là qu'ils sont des faibles.

Mais ces mesures se comprennent surtout comme des actes de répression à

l'encontre de 3 ouvriers actifs lors de la grève de novembre.

Il faut se rappeler que les ouvriers de Sunwind ont fait 3 semaines de grève et ont fait céder les patrons sur une nouvelle grille de salaire et sur un accord pour l'application de certains avantages existant déjà dans le secteur de la Métallurgie, avec l'application progressive de la Convention Collective.

De ce premier mouvement, les patrons ont gardé un fort mauvais souvenir. Il avait fallu que les travailleurs montrent toute leur détermination pour que Simonin et Schmoker consentent à céder.

Aux avantages arrachés, il vient de se rajouter une augmentation de 3 Francs de l'heure, augmentation acquise lors des dernières discussions paritaires de novembre. Un nouveau rendez-vous avait été fixé au 26 décembre entre le patronat et le syndicat

pour définir les modalités d'application de ces 3 Francs qui viennent s'ajouter sur la grille nouvellement admise. A cette réunion les patrons de Sunwind ne se sont pas présentés, prétextant qu'ils n'avaient pas le temps.

Mais en réalité les patrons veulent que cette augmentation qu'ils ont consenti à signer leur coûte le moins cher possible, d'où le licenciement des 3 ouvriers. Mais on se rend compte que ce n'est pas l'argent qui manque à Sunwind, quand les patrons viennent d'ouvrir un second atelier de montage à Petit-Bourg en Guadeloupe !

Les ouvriers ne sont pas décidés à se laisser faire et deux assemblées générales se sont déjà tenues pour préparer la riposte nécessaire.

M. R.

GUADELOUPE

Sacré Ferrand !

touché

par la grâce !

Mardi matin émission habituelle de RCI « Cinq questions cinq réponses », invité Monsieur Ferrand responsable politique du Mouvement des Radicaux de gauche. Tout se passe comme d'habitude, le journaliste pose la première question qui a trait au radicalisme. Monsieur Ferrand se lance aussitôt d'une voix aux accents lyriques dans l'éloge des « grands radicaux » du passé : Jules Ferry, Clémenceau (celui qui brisait les grèves des travailleurs en faisant tirer sur eux !) et Boineuf.

Mais le journaliste lui coupa son effet en lui demandant comment expliquer un changement de trajectoire aussi rapide chez lui qui était il y a peu giscardien, membre de comité de soutien à Simone Veil etc. . . L'homme en eut le souffle un peu coupé et se lança aussitôt dans des explications embarrassées « on peut changer » « qui ne change pas . . . etc. . . ». Mais sans doute se rendant compte qu'il était peu crédible, il asséna alors aux auditeurs l'argument massue que voilà : « j'ai été touché par la grâce ». . . « je suis comme Saint Paul qui lui aussi a été touché par la grâce ! » A défaut de l'appeler saint Ferrand on peut toujours s'écrier « Sacré Ferrand va ! »

Quel opportuniste ! Il veut faire passer Mitterrand pour Jésus Christ !

HOPITAL MARTINIQUE

UN BIEN SINGULIER DEMOCRATE

E. Marceau administrateur au CHFF et membre dirigeant du Parti Socialiste, est intervenu à la réunion du 27 décembre pour demander que les propos tenus en réunion ne soient pas divulgués. . . La raison, c'est que cela gêne la démocratie ! . . . la prochaine fois explique t il, les intervenants ne diront pas ce qu'ils pensent de peur que cela soit rendu public.

E. Marceau a sans doute peur que lui et ses collègues soient dénoncés comme réactionnaires lorsqu'ils défendent des positions qui vont contre nos intérêts.

Ils tapent sur nous et voudraient en plus que nous nous taisions.

Eh bien, si cela les gêne, c'est bon signe et nous continuerons à dire la vérité.

POINTE-A-PITRE

LES HOMMES NOUVEAUX SE DECHIRENT

Il paraîtrait que l'aventure des hommes nouveaux touche à sa fin. Ils n'ont vécu que « l'espace d'un matin ». Leurs querelles ont eu raison d'eux. . . mais aussi leurs ambitions personnelles. Il n'y a sur une liste de candidats aux municipales qu'une seule place de « tête de liste » or au sein des « hommes nouveaux » il y a pléthore de « chefs » possibles !

D'où la nécessité pour les « males crabes » d'aller faire leurs trous ailleurs. Ainsi en a conclu Daniel Rinaldo, l'ancien gauchiste devenu girardiste puis gaulliste sur le tard. Le voilà qui brigue aujourd'hui la direction

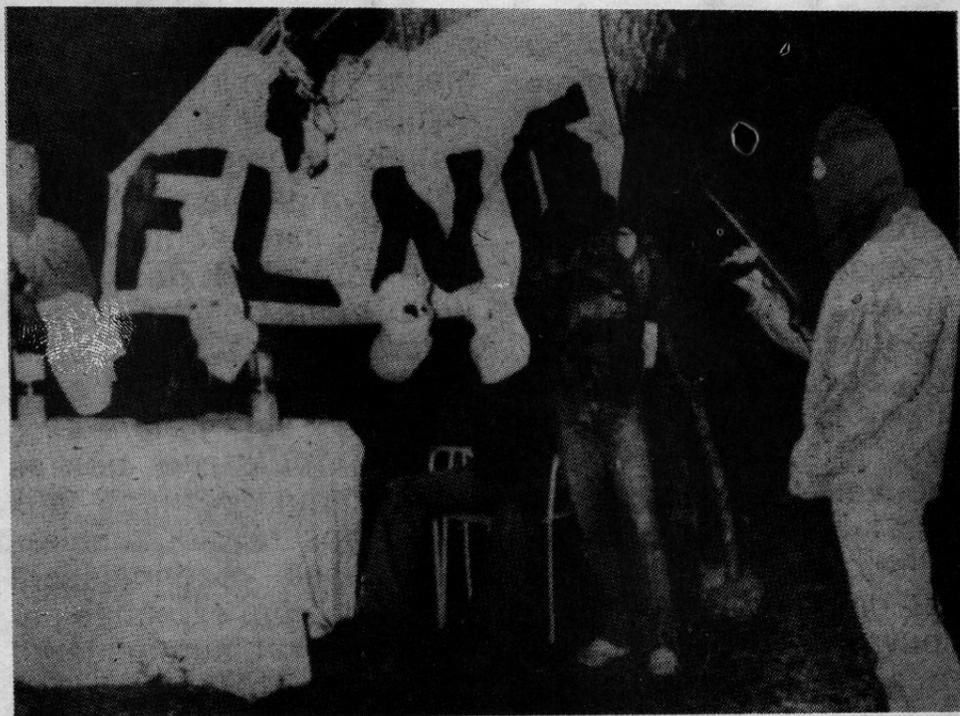
de la municipalité de Pointe-à-Pitre !

Il a d'abord utilisé le tremplin des « hommes nouveaux » en se lançant dans la mauvaise querelle de la Place de la Victoire, maintenant il quitte des trop naïfs amis d'un moment pour aller brandir de nouveau les couleurs du RPR !

Quel folklore ! Dire que tous ces gens là se prennent très au sérieux et ont la bouche pleine de « propositions », de « programmes » etc. . .

Mais en cette période de carnaval tout est permis.

du Capitalisme



Après les attentats en chaîne commis par les membres de l'organisation FLNC (front de libération nationale corse), après l'attentat perpétré contre un chirurgien vétérinaire qui refusait de soutenir financièrement l'organisation terroriste corse, le gouvernement vient de réagir.

Ce sont deux super-flics qui ont été envoyés en Corse : Franceschi, le secrétaire d'état qui est allé installer Broussard, le

commissaire, à la tête des forces de sécurité...

Si le gouvernement a laissé entendre qu'il voulait dialoguer plus que réprimer, il n'empêche que c'est la situation qui existe en Corse depuis plusieurs années qui débouche sur les événements importants de ces derniers temps. Et ce n'est pas la présence du commissaire Broussard qui changera quelque chose aux problèmes qui préoccupent une fraction de la population Corse.

Car si certains courants "autonomistes" ou partisans de l'indépendance ont beaucoup agi ces dernières années, si aujourd'hui malgré les "réformes" régionales, il reste encore des gens qui pratiquent le terrorisme c'est bien qu'il existe même au sein d'une minorité de la population un sentiment d'insatisfaction, voire de colère. Les réformes du gouvernement de gauche n'ont en fait pas changé grand chose.

On ne peut cependant pas comparer pour autant la Corse à n'importe quelle

ex-colonie de la France comme l'Algérie avant l'indépendance ou encore aux pays d'Afrique, ou même aux Antilles. La Corse est certes une île quelque peu coupée du corps du pays, mais intégrée depuis très longtemps à l'ensemble au point qu'elle a pu d'ailleurs fournir à l'état français un empereur et régulièrement des ministres, secrétaires d'état, hauts fonctionnaires, et membres en tout genre de l'appareil d'état français.

Il n'empêche que l'état capitaliste français comme tous les états bourgeois est amené par sa politique bourgeoise elle même à mépriser ou même à écraser les populations de certaines de ses propres régions. La Corse tout comme la Bretagne ou d'autres départements, sous équipés, et quelque peu délaissés en sont des exemples vivants. Les particularismes régionaux qui sont réels : patois, ou langues locales, coutumes locales ont été dédaignés par le pouvoir bourgeois central de Paris, ou quel-

quefois ressurgissent comme une sorte de protestation devant la passivité du pouvoir. L'anarchie capitaliste fait que bien souvent les circuits agricoles et commerciaux défavorisent carrément les paysans ou les commerçants de ces régions au profit de trusts et des maisons "parisiennes". Le chômage, l'exode rural ont toujours été plus forts dans ces régions.

En Corse est venu s'ajouter depuis la fin de la guerre d'Algérie le problème des rapatriés. Beaucoup de pieds-noirs, d'anciens colons d'Algérie se sont en effet reconvertis en Corse, achetant des exploitations agricoles, défrichant et labourant des terres. Cela eut comme effet de redonner un certain dynamisme économique à l'île, mais d'un autre côté cela a renforcé une couche de possédants moyens et riches. Ceux du terroir, en particulier bon nombre de jeunes obligés d'aller travailler sur le "continent" ou se sentant délaissés et méprisés ont nourri un sentiment de rancœur et affirmé des revendications régionalistes. De même qu'en Bretagne d'ailleurs.

La crise aidant, le chômage augmentant, ainsi que le cortège des problèmes qui y sont liés, certains intellectuels et militants politiques ont pu trouver un écho favorable dans une fraction de la jeunesse des villes et des campagnes. C'est le cas des frères Siméoni et d'autres par exemple.

Les organisations ont fleuri : autonomistes et indépendantistes étant les plus radicales.

Reste à savoir si, bien qu'elles fassent beaucoup parler d'elles, la politique de ces organisations pourrait être approuvée par l'ensemble de la population Corse. Ce n'est pas certain. Si tel était le cas, il aurait été tout à fait légitime que ce pays accède à l'indépendance même si la multiplication de petits états tout aussi bourgeois d'ailleurs que les autres (car le FLNC ne propose rien d'autre) ne change rien de fondamental au sort des exploités.

Pour l'instant, si les terroristes corses peuvent se prévaloir d'une certaine complicité de la population lorsqu'ils ont affaire à la répression, il n'est pas sûr du tout qu'elle approuve leur politique et leurs méthodes et encore moins qu'elle rejoigne ce combat là.

S'il y a aujourd'hui en Corse des militants qui mènent une politique conforme aux intérêts des travailleurs et des humbles, ils leur diront de prendre leur sort en main eux mêmes et que le véritable salut pour les travailleurs corses c'est le renversement du capitalisme et de la bourgeoisie car ce sont eux qui engendrent les maux que connaissent les peuples. C'est dans cette voie là que se trouve le règlement des problèmes régionaux et ceux de la population corse. C'est la voie révolutionnaire socialiste.

Elle passe par la lutte des travailleurs et des opprimés de France contre les capitalistes et l'état bourgeois. Celle des travailleurs Corses et continentaux pour une société socialiste.

Dans une société débarassée des capitalistes, il ne sera pas nécessaire de se "séparer" des autres pour affirmer ses particularités. Au contraire, le fait d'être ensemble, dans un système harmonieux et édifié dans le but de la satisfaction de toutes les aspirations légitimes des hommes favorisera jusqu'à leur terme le développement de toutes les personnalités, la variété des cultures et des particularismes régionaux.

LES EMEUTES DE MIAMI

UNE RÉVOLTE PROVOQUÉE PAR LA MISERE DES NOIRS AUX USA.



Dans d'autres villes aussi, la police tire et tue de jeunes noirs. Ici à Newark de jeunes Noirs manifestent contre cela.

La violence explosion de colère de la population noire qui a secoué la ville de Miami a fait deux morts, deux jeunes noirs tués par la police, 26 personnes ont été blessées et 38 autres arrêtées.

Cette révolte n'a peut être pas eu la même ampleur que celle qui, en 1980, avait secoué la ville pendant trois jours faisant 38 morts. Mais elle avait à coup sûr les mêmes causes. La cause directe d'abord : l'assassinat par la police d'un jeune Noir de 20 ans dans une salle de jeu fréquentée par les jeunes. En 1980, c'était un Noir qui avait été battu à mort par quatre policiers. Au delà de cette brutalité policière, c'est l'exaspération due à la situation qui est celle des Noirs dans la société américaine qui entraîne ces explosions de révolte. Et cette situation, avec la crise économique qui se développe, et l'arrivée au pouvoir de Reagan, ne fait qu'empirer.

Le journal américain Newsweek lui-même révèle que la situation à Miami n'a pas changé depuis 1980. C'est toujours la même misère, la même colère. Selon le sénateur noir Carrie Meek des explosions sont possibles à tout moment.

Dans la ville de New York, qui compte 30 % de Noirs, six mille emplois ont été supprimés depuis 1970. Ce sont pour la plupart des emplois non qualifiés et donc en grande majorité occupés par des Noirs.

Dans les grandes villes des USA, de nombreux logements insalubres sont occupés par des Noirs : 40 % dans la ville de New York ! Ces logements sont misérables et délabrés, mais de plus, quand les occupants ne peuvent plus payer les charges, le chauffage se trouve coupé alors que l'hiver du nord des États-Unis est particulièrement rude.

La situation de la population noire ne cesse donc de se dégrader dans l'ensemble des États-Unis.

De plus, la crise économique et les restrictions qui commencent à toucher les Noirs, mais menacent aussi la population dans son ensemble, ont entraîné une renaissance d'organisations racistes comme le KU KLUX KLAN, ce qui a occasionné récemment des émeutes à Washington, les Noirs s'opposant à une manifestation du Klan.

Avec cette dégradation de la situation des Noirs qui ont toujours été la couche la plus pauvre et la plus exploitée de la population américaine, les émeutes de Miami ont de grandes chances de ne pas rester un cas isolé.

HAITI :

NOUVELLES TENTATIVES ANTI-DUVALIERISTES

Depuis quelques temps, les coups portés contre le régime de Jean Claude Duvalier, attentats ou tentatives d'attentat, se multiplient à Haïti. Après l'explosion d'une bombe placée dans une voiture dans les environs du palais présidentiel, explosion qui avait fait cinq morts, le premier janvier dernier, deux autres bombes ont été découvertes par la police haïtienne, au ministère des finances et à la poste centrale de Port au Prince. Cela s'est passé le 5 janvier. Le 5 janvier également, un prisonnier détenu en république dominicaine, un dénommé Hilertaut Dominique, ancien officier de l'armée haïtienne, a déclaré à la presse qu'il s'était préparé à renverser le régime duvalieriste avec l'aide de mercenaires. Le coup d'état devait

avoir lieu le 1er janvier dernier. Cet homme avait été arrêté au mois de décembre alors qu'il s'appretait à traverser la frontière avec un stock d'armes assez important ; revolvers, fusils, fusils mitrailleurs.

Il est difficile de savoir lesquels de ces faits sont dus à l'opposition intérieure haïtienne, ou celle qui existe hors d'Haïti. L'attentat du 1er janvier a été revendiqué par un groupe haïtien le groupe Riobé de Miami, ville des USA où l'émigration haïtienne est particulièrement importante. La police haïtienne a fait appel pour ses recherches au FBI américain. Comme quoi l'impérialisme américain est toujours prêt à donner l'aide qu'il faut au régime sanguinaire de Duvalier.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728